**Procès-verbal et compte-rendu de la réunion du conseil municipal du 6 MARS 2025 à 19h00.**

*Etaient présents :*

| | |
|---|---|
| Mme Marie-Lyne VAGNER, maire | Mme Thérèse FICHET, conseillère municipale |
| M. Mickaël PEREIRA, 1er adjoint | M. Régis ROUSSEL, conseiller municipal |
| Mme Laurence BEATRIX, 4e adjointe | M. Jocelyn COUASNON, conseiller municipal |
| M. Louis CHOAIN, 5e adjoint | Mme Camille DAEL, conseillère municipale |
| M. Thierry JOSSE, 6e adjoint | Mme Colette GENET, conseillère municipale |
| Mme Laure BONMARTEL, 7e adjointe | M. Ulrich SCHLUMBERGER, conseiller municipal |
| M. Pierre BIBET, 8e adjoint | M. Pascal GRIHAULT, conseiller municipal |
| Mme Frédérique PARIS, 9e adjointe | M. François VANFLETEREN, conseiller municipal |
| M. Pierre JALET, conseiller municipal délégué | Mme Claire PITETTE, conseillère municipale |
| Mme Sabrina BECHET, conseillère municipale déléguée | M. Pascal DIDTSCH, conseiller municipal |
| M. Pascal SEJOURNE, conseiller municipal délégué | M. Simon JARAIE, conseiller municipal |
| M. Julien LEFEVRE, conseiller municipal | |

*Étaient absents et avaient donné pouvoir :*

| | |
|---|---|
| Mme Sara FERAUD à Mme Laurence BEATRIX | M. Hugues CANTEL à M. Louis CHOAIN |
| M. Jérôme VARANGLE à M. Mickaël PEREIRA | M. Sébastien LERAT à Claire PITETTE |
| M. Guillaume WIENER à M. Thierry JOSSE | Mme Sandrine BOZEC à François VANFLETEREN |
| Mme Chantal HERVIEU à Mme Laure BONMARTEL | |

*Étaient absents :*

| | |
|---|---|
| Mme Justine PIQUOT | Mme Valérie DIOT |
| Mme Laurence CAUSIER-LEMIRE | |

*Madame le Maire déclare la séance ouverte à 19h00 et procède à l'appel.*

*Il est dénombré 23 conseillers présents, la condition du quorum est remplie (art. L. 2121-17 du Code Général des Collectivités Territoriales).*

Le Conseil Municipal, après avoir entendu les rapporteurs, délibère ainsi qu'il suit :

## 1. ADHESION ET APPROBATION DES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE OUVERT EURE NORMANDIE NUMERIQUE

*Rapporteur : Monsieur Pierre BIBET*

Le Syndicat Mixte Ouvert Eure Normandie Numérique créé en 2014 a en charge le déploiement du réseau numérique en haut et très haut débit. Il a pour cœur de métier le déploiement de la fibre sur le territoire eurois sur lequel les acteurs privés n'ont pas indiqué d'intention de déploiement.
Au regard du développement des procédures de dématérialisation et des usages numériques dans les collectivités, le syndicat ambitionne désormais d'accompagner les élus, les maires et leurs équipes dans les nouveaux usages du numérique.
Lors du comité syndical du 19 septembre 2022, Eure Normandie Numérique a acquis la compétence supplémentaire "services et outils numériques". Le syndicat Eure Normandie Numérique, désormais opérateur public de services numériques, se dédie également au développement de l'administration électronique et à la transformation numérique des collectivités territoriales et des établissements publics du département de l'Eure.
Le syndicat a pour but d'accompagner les organismes publics dans ces domaines, de mettre à leur disposition des moyens et des solutions techniques adaptés, d'assurer un niveau d'expertise propre à garantir la sécurité, la fiabilité et la pérennité des solutions mises en œuvre.
Le syndicat mixte pourra mettre en place différents services accessibles à tous ses adhérents dans le cadre de l'activité générale du syndicat définie par ses statuts. Il est chargé, notamment, de mener toute réflexion utile à la mise à disposition d'outils et d'usages numériques dans les collectivités et les établissements publics adhérents. A cet égard, il exerce une veille juridique et technologique afin d'identifier les outils et les usages les plus pertinents. Il réalise les études nécessaires au déploiement des solutions mutualisées. Il mène des actions d'information et de formation permettant aux élus des structures adhérentes, et à leurs collaborateurs, de comprendre et maîtriser les solutions mises en œuvre.
Le syndicat favorise l'accès aux services et usages numériques à l'ensemble de ses membres en mettant à disposition des outils mutualisés, notamment la mise en place d'une plateforme d'administration électronique permettant entre autres la télétransmission des actes au contrôle de légalité, les échanges numérisés entre les collectivités et les établissements publics avec les trésoreries, la mise en œuvre de la signature numérique via un parapheur électronique, la dématérialisation des marchés publics, et autres.
Afin de tester et sécuriser la mise en production de la plateforme d'administration, d'en fiabiliser les montées de version et en vue de l'enrichir de nouveaux services, le syndicat a mis en place un groupe de structures publiques locales dites "Pilotes".
Le syndicat peut également être coordonnateur de groupements de commandes publiques se rattachant à son objet, dans tous les domaines ci-dessus évoqués, ou correspondant à des besoins communs au syndicat et à ses membres, notamment en matière de fourniture de certificat de signature électronique, et autres.
Le syndicat mixte peut également intervenir pour le compte de ses membres ou, de façon accessoire, pour le compte de tiers non-membres, notamment sous forme de réalisation d'études, de prestations de services, de missions d'assistance ou de mise à disposition des solutions proposées par le syndicat, dans le respect de la législation applicable, dès lors que ces interventions portent sur un objet se rattachant aux missions statutaires du syndicat mixte.
Cet établissement public permet :

- D'accompagner la modernisation numérique des structures publiques locales.
- D'éviter toute fracture numérique entre les collectivités du département et d'avancer d'un même pas pour mettre à profit les possibilités du numérique.

- De garantir une gestion plus performante, une sécurisation des systèmes d'information, une plus grande célérité dans les échanges et une relation plus efficace avec les citoyens.
- De réaliser des économies d'échelle et de mutualiser les solutions, les études et l'expertise nécessaires à la conduite de ce type de projets innovants.
L'adhésion au syndicat, à la compétence "Services et outils numériques", permet ainsi d'accéder :
- À un centre de ressources qui mettra à disposition des informations concernant les aides au financement de projets numériques, les innovations technologiques etc. Des séances de sensibilisation et de formations seront proposés aux adhérents, et la mise en réseaux des acteurs locaux (secrétaires de mairie, DSI & chefs de projets, élus) sera mise en œuvre.
- À la plateforme e-administration comprenant différents services tels qu'un parapheur électronique, un tiers de télétransmission, un accès à la plateforme de marchés publics, un outil de gestion des convocations, un outil de transfert des fichiers et de la visio-conférence.
- De bénéficier d'achat mutualisé par le biais de groupement de commandes que le syndicat pourrait proposer
- D'accompagner ses membres en conseils sur des projets numériques
- D'autres services pourraient être agrégés par la suite

Le coût d'adhésion est défini par le comité syndical.

Conformément aux dispositions du Chapitre II-Article 5 des statuts, la composition du comité syndical, initialement composé du Département de l'Eure, de la Région Normandie et des EPCI de l'Eure, a été étendue aux communes et aux syndicats depuis le 19/09/2022, et prévoit que :

*5.1.2.1 Collège des représentants des communes*
*Chaque membre élit un représentant. L'ensemble des représentants ainsi élus constitue un collège qui élit à son tour, et en son sein, au scrutin de liste majoritaire plurinominal 7 délégués titulaires et 7 délégués suppléants.*

*5.1.2.2 Collège des représentants des syndicats de communes, syndicats mixtes et autres établissements publics locaux*
*Chaque membre élit un représentant. L'ensemble des représentants ainsi élus constitue un collège qui élit à son tour, et en son sein, au scrutin de liste majoritaire plurinominal 2 délégués titulaires et 2 délégués suppléants.*
*Ainsi, le représentant désigné sera appelé dans un second temps à participer à l'appel à candidature aux élections du collège des représentants des communes – syndicats – autres établissements.*
*Le nombre de voix attribué à chacun de ces délégués, variant de 1 à 6 voix, est fixé par délibération.*

Compte tenu de l'intérêt pour la commune d'adhérer au syndicat mixte ouvert Eure Normandie Numérique au titre de la compétence "services et outils numériques", Madame le Maire vous invite à adopter les statuts joints à la présente délibération, et d'adhérer ainsi à la structure.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

D'ADHERER au Syndicat Mixte Ouvert Eure Normandie Numérique - compétence "services et outils numériques" ;

**D'ADOPTER** les statuts du Syndicat Mixte Ouvert Eure Normandie Numérique et sa charte d'utilisation ;
**DE S'ENGAGER** à verser la participation au Syndicat Mixte Ouvert Eure Normandie Numérique telle que fixée par délibération du syndicat mixte ;
**DE DIRE** que, le cas échéant, les crédits afférents sont inscrits au budget ;
**DE DESIGNER** comme représentant, sous réserve de l'acceptation par le Comité Syndical de l'adhésion de la commune, de Madame Marie-Lyne VAGNER
**D'AUTORISER** Madame le Maire à signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette adhésion.

## 2. VALIDATION DES INVESTISSEMENTS 2025 POUR DEMANDE DE SUBVENTION DETR

*Rapporteur : Monsieur Pierre BIBET*

Dans le cadre de son projet de redynamisation du territoire, la Ville de Bernay a décidé de poursuivre ses investissements. Lors de la séance du conseil municipal du 24 décembre 2024, les projets ont été validés, accompagnés de leurs plans de financement.

Afin de permettre la réalisation des demandes de subvention et dans la mesure où ces plans de financement ont évolué, une nouvelle délibération est nécessaire pour le projet de restructuration des équipements sportifs de Bailly, l'extension du système de vidéoprotection, l'extension et le déploiement de la défense incendie ainsi que le projet de rénovation de l'école primaire Paul BERT.

### 1. Les équipements sportifs Denis Bailly :

Restructuration des sites Denis Bailly pour le Football et le Rugby avec la construction de nouveaux bâtiments/équipements sportifs et la rénovation des terrains.

⇨ Plan de financement prévisionnel modifié :

| | Montant HT | Subventions sollicitées | Montant |
|---|---|---|---|
| **Travaux** | 1 206 541,00 € | **État (DTER-DSIL)** | 393 621,00 € |
| **Etudes** | 80 859,00 € | **Région** | 193 110,00 € |
| | | **Département** | 399 094,00 € |
| | | **Fond d'Aide au Football Amateur** | |
| | | | 10 948,00 €<br>Main courante |
| | | | 20 000,00 €<br>Construction club house |
| | | | 7 736,00 €<br>Drainage du terrain |
| | | | 5 411,00 €<br>Bancs de touche |
| | | **Ville de Bernay** | 257 480,00 € |
| **Total** | **1 287 400,00 €** | **Total** | **1 287 400,00 €** |

### 2. Extension du système de vidéoprotection :

Extension du système de vidéoprotection sur le périmètre du parking de la gare.

⇨ Plan de financement prévisionnel modifié :

| Dépenses | | Subventions sollicitées | |
|---|---|---|---|
| Extension caméras | 62 325,08 € | ETAT (DETR) | 24 930.03 € |

| | | | |
|---|---|---|---|
| vidéoprotection parking de la gare | | | |
| | | FIPD | 6 232.51 € |
| | | Ville de Bernay | 31 162.54 € |
| **TOTAL** | **62 325,08 € HT** | **TOTAL** | **62 325, 08 € HT** |

### 3. Extension et déploiement de la défense incendie

Extension du système de la défense incendie sur le territoire de la ville de Bernay

⇨ Plan de financement prévisionnel :

| Dépenses | | Subventions sollicitées | |
|---|---|---|---|
| Extension du système de défense contre l'incendie | 85 303 € | DETR | 25 591 € |
| | | Département | 11 868 € |
| | | Ville de Bernay | 47 844 € |
| **TOTAL** | **85 303 € HT** | **TOTAL** | **85 303 € HT** |

### 4. Réhabilitation de l'école primaire Paul BERT :

⇨ Plan de financement actualisé :

| Dépenses | | Recettes | |
|---|---|---|---|
| Travaux de réhabilitation de l'école primaire Paul BERT | 347 400€ | DETR | 104 220 € |
| | | Département de l'Eure | 79 664 € |
| | | CAF | 10 000€ |
| | | Ville de Bernay | 153 516 € |
| **TOTAL** | **347 400 € HT** | **TOTAL** | **347 400 € HT** |

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'approuver** les investissements 2025 n°1, 3 et 4 présentés ci-dessus et les plans de financement associés,

**Le conseil municipal décide à la majorité d'approuver** l'extension du système de vidéoprotection présenté ci-dessus et le plan de financement associé,

*Pascal DIDTSCH et Simon JARAIE votent contre*

## 3. FINALISATION DU PROJET DE CESSION AU DEPARTEMENT D'UNE PARTIE DE PARECELLE AU HAMEAU DES GRANGES

*Rapporteur : Monsieur Louis CHOAIN*

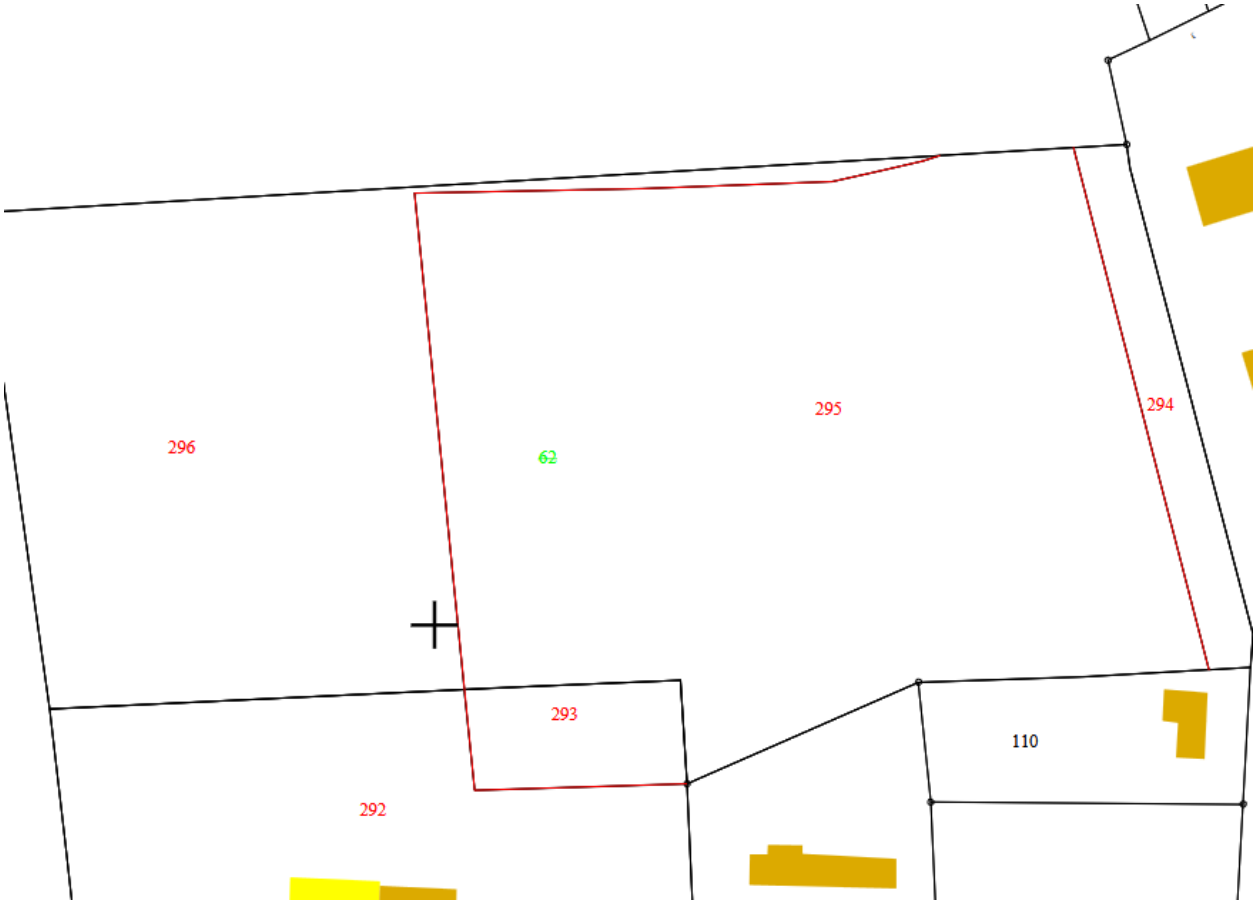
Le Département de l'Eure a sollicité la Ville de Bernay afin d'acquérir, aux Granges, une partie des parcelles ZH 61 et ZH62 afin d'y transférer leurs futurs bâtiments techniques.

Le 25 septembre 2024, la présente institution a validé, par délibération n°55-2024 la cession d'une partie de la parcelle ZH 62, d'une surface prévisionnelle de 11 408 m², et permis la désaffectation et le déclassement de la présente.

A l'issue de la division parcellaire, il convient de modifier la délibération, afin de finaliser l'acte de vente. La division a donné lieu une nouvelle répartition des parcelles. A ce titre, la Ville cède au Département les parcelles non bâties suivantes :

- La parcelle ZH 295 (issue de la parcelle ZH 62) d'une surface de 10 710 m²
- La parcelle ZH 293 (issue de la parcelle ZH 61) d'une surface de 639 m²,

Représentées sur le plan ci-dessous.




Soit une surface totale de 11 349 m².

Le prix de cession reste fixé à 15 €/m², les frais de l'acte administratif et les frais de clôtures restant à la charge de l'acquéreur.

Il est ainsi proposé aux membres du Conseil municipal de valider la modification de la délibération n°55-2024.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité de modifier** la délibération n°55-2024 comme suit :

> ***DE CONSTATER*** *la désaffection du domaine public d'une partie des parcelles ZH 61 et ZH62, nouvellement cadastrée ZH 293 et ZH 295 d'une surface estimative de 11 349 m² ;*

***DE PRONONCER*** *le déclassement du domaine public communal et leur intégration dans le domaine privé communal ;*

***DE CONSENTIR*** *au Département de l'Eure la cession des parcelles non bâties ZH 293 et ZH 295 présentée ci-dessus pour un montant de 15€ le m², les frais de l'acte administratif et les frais de clôtures étant à la charge de l'acquéreur*

***D'AUTORISER*** *Madame le Maire à signer l'acte administratif ainsi que tout acte lié à la réalisation des présentes*

## 4. RETROCESSION AU DEPARTEMENT DU TERRAIN D'ASSIETTE DU NOUVEAU COLLEGE DU HAMEAU

*Rapporteur : Monsieur Louis CHOAIN*

Dans le cadre de son plan pluriannuel d'investissement des collèges 2016-2022, le Département de l'Eure a procédé à la reconstruction d'un nouveau collège sur la commune de Bernay, d'une capacité de 400 élèves, désigné Le Hameau, sur les parcelles suivantes :

- ZA 305 d'une surface de 49a03ca
- ZA 307 d'une surface de 67a57ca
- ZA 309 d'une surface de 66a90ca

Soit une surface globale de 1ha 83 a 50 ca.

Une convention tripartite a été signée en 2021 entre la Ville, l'IBTN et le Département de l'Eure déterminant les principes de gestion foncière et financière des travaux de reconstruction du collège. Il y est notamment stipulé qu'au terme des travaux interviendra la cession à l'euro symbolique ne donnant pas lieu à paiement au profit du Département, en application des dispositions de l'article L. 213-3 du Code de l'éducation.

Le nouveau collège a été réceptionné à la rentrée scolaire de septembre 2022, il s'avère donc nécessaire à ce jour de régulariser la situation juridique de ce collège.

A ce titre, il est proposé aux membres du Conseil municipal de valider la cession à l'euro symbolique ne donnant pas lieu à paiement au profit du Département du terrain d'assiette du nouveau collège du Hameau.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité**

**D'ACCEPTER** la cession au Département de l'Eure, au prix d'un euro symbolique ne donnant pas lieu à paiement, des trois parcelles cadastrées ZA 305, ZA 307 et ZA 309, situées Chemin du Coudray à Bernay d'une surface globale de 1ha 83 a 50 ca.

**D'INDIQUER** que la cession interviendra sous la forme administrative par les services du Département de l'Eure, les frais de publication foncière lui incombant.

**D'AUTORISER** Madame le Maire à signer tout acte nécessaire à la réalisation des présentes.

## 5. TARIFICATION D'ENLEVEMENT ET DE NETTOYAGE DES DEPOTS SAUVAGES D'ORDURES MENAGERES

*Rapporteur : Madame Marie-Lyne VAGNER*

La propreté de la Ville demeure un des axes majeurs de la politique municipale, en témoigne les actions mises en place depuis 2020. Néanmoins, la grande majorité des désordres de

propreté constatés relèvent de l'indiscipline des usagers de l'espace public. Dans le but de lutter contre ces incivilités et en complément des actions municipales déjà engagées en matière tant de communication que de sensibilisation et de verbalisation, il est proposé de mettre en place des tarifs d'intervention de nettoyage, qui seront facturés aux contrevenants lorsque l'intervention des services municipaux sera nécessaire.

Ainsi, lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux dispositions du Code de l'environnement (« dépôts sauvages »), le maire peut engager, sur la base d'un rapport de constatation, une procédure de sanction administrative telle que prévue à l'article L.541-3 dudit code. Cet article prévoit notamment l'exécution d'office des mesures aux frais du contrevenant à l'issue d'une phase préalable contradictoire et de mise en demeure. Cependant, cette procédure n'est pas adaptée aux « *petits dépôts sauvages* » que peuvent être les sacs déposés devant les bornes ou sur le trottoir, qui nécessitent un enlèvement dès constat. Il est cependant prévu « *qu'en cas d'urgence, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente fixe les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement* ».

L'enlèvement des sacs d'ordures ménagères déposés correspond à un cas d'urgence, puisque la procédure administrative peut durer plusieurs semaines, ce qui poserait un souci de salubrité publique par le développement de bactéries et d'animaux nuisibles.

Mais cet enlèvement représente une charge financière supplémentaire pour la Ville, tant en ce qui concerne la constatation de l'infraction que la prise en charge de leur enlèvement. Aussi, en application du pouvoir de police général du Maire, sauvegardant la salubrité et la santé publique, et lorsque le dépôt sauvage est constaté et que son auteur est identifié, nonobstant l'amende pénale dont il est passible, il est proposé au Conseil Municipal de mettre à la charge du contrevenant le coût induit par le traitement de ces déchets.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité

**D'INSTAURER** une tarification due par l'auteur de tout abandon illégal, sur le territoire communal, de déchets, de quelque nature que ce soit, au titre de l'enlèvement et de l'élimination desdits déchets dont il est responsable ainsi que du nettoyage du site ;

**DE FIXER l**e montant de cette tarification comme suit :

- forfait de gestion administrative et d'enlèvement de chaque dépôt : **750,00 euros par constat**,
- forfait de nettoyage de l'espace public : **250,00 euros par constat**,
- en complément des forfaits ci-dessus, si l'enlèvement des dépôts et/ou le nettoyage de l'espace public entraîne une dépense supérieure auxdits montants forfaitaires, une facturation sera établie sur la base d'un décompte des frais réels,
- refacturation en sus des coûts supplémentaires liés à l'enlèvement des déchets nécessitant un traitement spécial (hydrocarbures, peinture, matériel informatique, électroménager, frais de déchetterie, etc…)

**DE DIRE** que la tarification sera mise à la charge du contrevenant, lorsque celui-ci est identifié, selon la procédure de l'état exécutoire, avec recouvrement par le Trésor public, le contrevenant étant informé par courrier du montant de la tarification dont il est redevable

**D'INDIQUER** que cette procédure permet une protection de la salubrité publique, et qu'elle ne se substitue pas, lorsque son application est possible, à la procédure d'amende administrative prévue à l'article L. 541-3 du Code de l'environnement.

**DE PRECISER** que la mise en place de cette procédure n'interdit pas à la Ville de déclencher la procédure pénale prévue.
**D'AUTORISER** Madame le Maire à engager toutes démarches et à signer les documents afférents

## 6. RAPPORT TRIENNAL RELATIF A L'ARTIFICIALISATION DES SOLS

*Rapporteur : Monsieur Pierre BIBET*

La France s'est fixée, par le biais de la loi « Climat et résilience » (loi n°2021-1104 du 22 août 2021), l'objectif d'atteindre le « zéro artificialisation nette des sols » (ZAN) en 2050 qui se traduit par un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers (ENAF) d'ici 2031.

Dans le cadre de cette trajectoire, le législateur a mis en place l'obligation pour les collectivités compétentes en matière de plan local d'urbanisme d'établir un rapport triennal de suivi de l'artificialisation des sols.

Cet outil doit permettre de mesurer le rythme de l'artificialisation des sols et d'engager, au sein de l'assemblée délibérante, un débat sur les choix et stratégies d'aménagement mises en place au regard des enjeux de préservation de la biodiversité, de lutte contre le changement climatique, de gestion des risques et de souveraineté alimentaire.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide**

**DE PRENDRE ACTE** de la tenue d'un débat.

**D'APPROUVER** le rapport ci-annexé.

**DE PRECISER** que le rapport sera transmis sous 15 jours aux Préfets de Région et de Département, au Président du conseil régional et au Président de l'Intercom Bernay Terre de Normandie.

## 7. MON LOGEMENT 27 / VALIDATION DU RAPPORTE D'ACTIVITES 2023

*Rapporteur : Madame Sabrina BECHET*

Le code général des collectivités territoriales prévoit une présentation des rapports annuels d'activités des syndicats dont la Ville est membre au conseil municipal.

Par délibération du 10 mars 2022, Madame Sabrina BECHET a été nommée représentante de la collectivité en l'Assemblée spéciale.

Au titre de l'exercice 2023, Madame BECHET représentant la commune de BERNAY à l'Assemblée spéciale a été informée par courrier du 20 septembre 2024 de la mise à disposition du rapport du mandataire établi par Monsieur Thierry BERNARD, président et représentant de ladite assemblée au conseil d'administration de Monlogement27.

Il est proposé au Conseil municipal de prendre acte du rapport annuel d'activité 2023 de Mon Logement 27.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal prend acte** du rapport annuel de Mon Logement 27 au titre de l'année 2023

## 8. VERSEMENT D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION LES « TROUBLES FETES »

*Rapporteur : Madame Marie-Lyne VAGNER*

L'association "Les Troubles Fêtes" organise depuis deux ans le festival "Samhain", un événement culturel d'envergure qui contribue au dynamisme local et au rayonnement de la commune. Toutefois, l'association a un déficit financier important concernant l'édition 2024 du festival notamment du fait d'une sous-estimation des coûts d'organisation, de subventions non-obtenue et de recettes d'entrée limitées à cause d'une jauge de sécurité atteinte. Ce déficit peut ainsi compromettre la pérennité de l'événement.

L'association a sollicité de la Ville de Bernay une prise en charge d'une partie de ce déficit, pour permettre la tenue d'une édition 2025. La Ville souhaite y donner suite en proposant aux membres du Conseil municipal d'attribuer de manière exceptionnelle la somme de 10 000 € à l'association Les Troubles Fêtes.

Cette subvention dite exceptionnelle ne vaut que pour la présente édition et ne saurait être reconduite de manière systématique.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'attribuer** une subvention exceptionnelle de 10 000 € à l'Association Les Troubles Fêtes faisant suite à l'organisation du festival « Samhain 2024 »

## 9. SUBVENTION EXCEPTIONNELLE POUR LA CLASSE DE DECOUVERTE DE L'ECOLE ELEMENTAIRE FERDINAND BUISSON

*Rapporteur : Monsieur Mickaël PEREIRA*

L'école élémentaire Ferdinand Buisson organise une classe de découverte à la Commanderie d'Arville à Couëtron-au-Perche du 30 juin au 4 juillet 2025 pour les élèves des classes de CP/CE2 et CE2/CM1. Ce séjour basé sur le projet d'école aura pour finalité le développement des objectifs suivants :

- Développer l'autonomie et la responsabilité des élèves dans un cadre collectif et en dehors de l'école,
- Découvrir le patrimoine historique médiéval à travers des activités pratiques et ludiques,
- Stimuler la créativité des élèves par des ateliers artistiques et artisanaux (cuir, marionnettes),
- Favoriser le travail en équipe à travers des défis et des jeux coopératifs,
- Renforcer les apprentissages dans divers domaines : histoire, arts plastiques, éducation physique et manuelle.

La Ville de Bernay propose un accompagnement de ce projet scolaire à travers un soutien financier de 500€.

Il est donc proposé au conseil municipal de fixer la participation de la commune aux frais de séjour de la classe de découverte de Ferdinand Buisson élémentaire pour l'année scolaire 2024-2025 à 500€ pour 46 élèves.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide** à l'unanimité d'approuver la participation financière de la commune d'un montant de 500 € au projet de classe de découverte de l'école élémentaire Ferdinand Buisson

## 10. FIXATION DU TARIF DE LA CONTREVALEUR POUR LE REDEVANCE POUR PERFORMANCE DES RESEAUX D'EAU POTABLE

*Rapporteur : Monsieur Pierre BIBET*

La réforme des redevances des agences de l'eau a été engagée à l'issue des assises de l'eau et notamment du rapport CGEDD/IGF 2018 « L'avenir des opérateurs de l'eau et de la biodiversité ».
Elle était justifiée par la nécessité d'une meilleure application du principe « pollueur-payeur » par l'intégration d'une modulation des redevances selon la performance des services d'eau et d'assainissement.

La redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est maintenue mais que les redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et modernisation des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1er janvier 2025 par

1/ une redevance « consommation d'eau potable » dont :
- -le tarif est fixé par l'agence de l'eau Seine Normandie ;
- -le redevable est l'abonné au service public de l'eau potable ;
- -l'assiette le volume facturé au cours de l'année civile (indépendamment de la période consommation)

Cette redevance est facturée à l'abonné et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau et les sommes encaissées sont reversées à l'Agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.

2/ Deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « système d'assainissement collectif » d'autre part.

Concernant la redevance pour performance des réseaux d'eau potable :
- -elle est facturée par l'Agence de l'eau aux communes ou à leurs établissements publics compétents pour la distribution publique de l'eau qui en sont redevables ;
- -le tarif de base est fixé par l'Agence de l'eau Seine Normandie ;
- -le montant applicable est modulé en fonction de la performance des réseaux d'eau potable de la collectivité compétente pour la distribution publique de l'eau ;
- -il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0.2 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance) ;
- -l'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année civile ;
- -l'Agence de l'eau facture cette redevance à la commune ou à l'établissement public compétent au cours de l'année civile qui suit ;
- -la redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un supplément de prix du mètre cube d'eau vendu et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'eau ;

**Comparaison avec les taux de la LEMA (Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques) :**

| Taux et tarifs | Redevance | Tarifs LEMA €/m³ | Tarifs 2025 €/m³ |
|---|---|---|---|
| Tarifs LEMA (anciennes redevances) | Redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique | 0,38 | |
| | Redevance pour modernisation des réseaux de collecte | 0,185 | |
| | Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau | 0,066 | |
| Tarifs réforme (nouvelles redevances) | Redevance sur la consommation d'eau potable | | 0,46 |
| | Redevance pour la performance des réseaux d'eau | | 0,017 |
| | Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau | | 0,0759 |

L'Agence de l'eau Seine Normandie a fixé le tarif de la redevance pour consommation d'eau à 0,46 € HT/m³ pour l'année 2025 et le tarif de la redevance pour performance des réseaux d'eau potable à 0,085 € HT/m³ pour l'année 2025.

Pour l'année 2025, le coefficient de modulation est fixé forfaitairement à 0,2 pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable (la performance des réseaux d'eau n'étant pas prise en compte pour cette première année).

Dans l'application de la réforme, la Ville a l'obligation de fixer le tarif de la contrevaleur pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable, qui doit-être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément de prix du mètre cube d'eau vendu. Ainsi, la Ville souhaitant répercuter au plus juste, il convient d'appliquer au tarif de la redevance pour performance des réseaux d'eau le coefficient de modulation (soit 0.085 * 0.2), correspondant à 0.017 € HT/m³.

Le supplément de prix « redevance pour la performance des réseaux d'eau potable » constitue un élément du prix du service public de l'eau potable doit donc être assujetti à la TVA au taux réduit de 5,5 %.

Ainsi, il est proposé aux membres du Conseil municipal d'acter la modification faisant suite à la réforme des redevances des agences de l'eau en fixant la contrevaleur correspondant à la « redevance pour performance des réseaux d'eau potable » à un montant de 0,017 € HT/m³.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité de fixer** à 0,017 €HT/m³ la contrevaleur correspondant à la « redevance pour performance des réseaux d'eau potable » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube vendu, applicable à compter du 1er janvier 2025.

## 11. RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

*Rapporteur : Monsieur Louis CHOAIN*

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil Municipal, dans un délai de deux mois précédent l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires envisagées, ainsi que la structure et la gestion de la dette.

Ce rapport donne lieu à un débat au Conseil Municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Le débat d'Orientation Budgétaire n'a pas de caractère décisionnel.

Il est demandé au Conseil Municipal de prendre acte de ce débat par une délibération spécifique.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal prend acte** de la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires pour l'année 2025.

## 12. ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

*Rapporteur : Monsieur Mickaël PEREIRA*

Conformément à l'article L.313-1 du Code Général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Afin de mettre à jour le tableau des effectifs au regard des avancements de grade il s'avère nécessaire de créer des emplois permanents :

| Grade | Nombre | Motif |
|---|---|---|
| Adjoint technique principal 1ère classe | +9 | Avancement de grade |
| Adjoint administratif 1ère classe | +2 | Avancement de grade |
| Adjoint d'animation principal 1ère classe | +1 | Avancement de grade |
| Agent social principal 1ère classe 100/151.67 | +1 | Avancement de grade |

Il est proposé aux membres du conseil municipal, d'actualiser le tableau des effectifs

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'actualiser** le tableau des effectifs de la manière suivante :

| Grade | Nombre | Motif |
|---|---|---|
| Adjoint technique principal 1ère classe | +9 | Avancement de grade |
| Adjoint administratif 1ère classe | +2 | Avancement de grade |
| Adjoint d'animation principal 1ère classe | +1 | Avancement de grade |
| Agent social principal 1ère classe 100/151.67 | +1 | Avancement de grade |

## 13. MODIFICATION DE LA GRILLE TARIFAIRE DE LA POLITIQUE CULTURELLE

*Rapporteur : Madame Laurence BEATRIX*

Le musée est un lieu de vie, où chacun est amené à se sentir à son aise. Intégrant ainsi la politique culturelle municipale, Culture pour tous, le musée des beaux-Arts propose plusieurs

types d'animations à destination des familles afin de toucher tous les âges (de la petite enfance à l'adolescence). Les animations familiales (museo-doudou, ateliers familiaux, contes) rencontrent un vif succès avec la création d'un noyau d'habitués. Le partenariat avec le service parentalité s'est considérablement développé depuis 2 ans, passant de 1 séance à 4 en 2024. Chaque séance rencontre un franc succès et permet de toucher des familles qui ne sont pas habituées du musée et qui reviennent sur d'autres temps forts. Les familles viennent généralement pendant les vacances scolaires et principalement lors des manifestations gratuites : Nuit européenne des musées, Journées européennes du patrimoine et les 1ers dimanches du mois.

Fort de ce succès, le musée a entamé depuis 2024 une véritable démarche d'accueil et de médiation culturelle à destination des familles. Il s'est, par exemple, doté de mallettes de médiation adaptées qui permettent de découvrir le musée de façon ludique.

Dans cette dynamique, il est proposé de favoriser l'accès au musée de Bernay pour les familles, en leur accordant la gratuité tous les samedis. La gratuité concerne deux adultes maximum accompagnant leurs enfants de moins de 18 ans.

Ce projet, qui relève également du droit culturel de l'enfant et des droits culturels de manière générale, permettra au musée de candidater à l'obtention de la charte « Musée joyeux », dispositif de l'association Môm'art qui reconnait les efforts réalisés dans les musées pour les familles.

Il est demandé au conseil municipal de valider la gratuité de l'accès au musée tous les samedis pour les familles (maximum 2 adultes + enfants).

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'approuver** la nouvelle grille tarifaire des équipements culturels incluant l'accès gratuit au musée tous les samedis pour les familles (2 adultes maximum accompagnés d'enfants de moins de 18 ans).

## 14. CONVENTION DE PRET ENTRE LE MUSEE DES BEAUX ARTS ET ANNICK GEORGEON

*Rapporteur : Madame Laurence BEATRIX*

Dans le cadre de sa prochaine exposition *Sapés comme Bernay ! Une histoire du vêtement*, le musée des beaux-arts de Bernay présente des œuvres issues de ses collections mais fait également appel à des prêteurs institutionnels ainsi qu'à des prêteurs privés.

A ce titre, Annick Georgeon, collectionneuse et membre de l'Association Nationale de sauvegarde du patrimoine rural bâti et paysager, accepte de nous prêter plusieurs pièces de costumes anciens (XVIIIe-XIXe siècle) pour compléter le parcours et le discours de l'exposition.
Ces pièces de collections étant fragiles, et nécessitant un savoir-faire pour leur installation, la propriétaire se propose de s'occuper du transport aller-retour et du montage/démontage des pièces au musée.

Afin d'organiser cette opération, une convention de prêt entre le musée et Annick GEORGEON a été établie.
Il est notamment convenu que la Ville de Bernay prenne en charge les frais de transport, de repas et d'hébergement, selon le barème en vigueur de la collectivité.

Il est demandé au Conseil Municipal de valider cette convention de prêt entre le musée des Beaux-Arts et Annick GEORGEON et ses modalités.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité**

**D'APPROUVER** la convention de prêt entre le musée des Beaux-Arts et Annick GEORGEON

**D'AUTORISER** Madame le Maire à signer tout document s'y référant.

## 15. RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DU SERVICE DE POLICE MUNICIPALE DE BERNAY AVEC LA COMMUNE DE MENNEVAL

*Rapporteur : Madame Marie-Lyne VAGNER*

En 2022, à la suite d'une demande de la Ville de Menneval, une convention de mise à disposition du service de police municipale avait été conclue, permettant de mettre en commun des agents de police municipale.

Pour mémoire, la création d'une police municipale pluri communale permet aux agents de la police municipale de Bernay d'assurer, en dehors de leur résidence administrative d'origine, l'ensemble des missions relevant de leurs compétences pour des interventions définies préalablement et collégialement par les maires concernés. Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, ils seront placés sous l'autorité directe du Maire de cette commune.

Au vu de la satisfaction de la Ville de Menneval envers les services rendus, il convient de renouveler la convention qui se termine fin mai.

Aussi, il est prévu de la renouveler dans des conditions similaires, soit une présence sur le territoire de la Ville de Menneval correspondant à un temps de travail effectif de 1653 heures par an comprenant la présence physique sur la commune, les périodes de formation, la rédaction des écrits professionnels, l'habillement, la prise en compte des équipements, l'entretien des véhicules, l'entrainement physique et les réunions éventuelles, pour un montant de 42 215 €.

Il est proposé au Conseil Municipal de valider le renouvellement de la convention de mise à disposition du service de police municipale de Bernay avec la commune de Menneval ci-annexée.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité**

**D'APPROUVER** les termes de la convention de mise à disposition du service de police municipale de Bernay avec la commune de Menneval,

**D'AUTORISER** Madame le Maire à signer la convention et tous les documents y afférents, notamment les avenants

## 16. CONVENTION DE SERVITUDES ENTRE ENEDIS ET LA VILLE DE BERNAY

*Rapporteur : Monsieur Louis CHOAIN*

Dans le cadre du projet d'aménagement d'une friche au niveau de la rue du général LECLERC, sur la parcelle communale cadastrée AS 81, il est nécessaire de procéder à l'enfouissement d'une ligne électrique.

ENEDIS sollicite donc la Ville de Bernay pour la signature d'une convention de servitude permettant de réaliser ces travaux.

Il est donc proposé aux membres du Conseil municipal d'autoriser Madame le Maire à signer la convention de servitude entre GRDF et la Ville de Bernay, figurant en annexe.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité d'autoriser** Madame le Maire à signer la convention figurant en annexe

## 17. RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'OCCUPATION DE LA PARCELLE AH 111 AVEC SNCF RESEAU

*Rapporteur : Monsieur Louis CHOAIN*

Pour l'occupation par la Ville de Bernay de la parcelle AH 111, la Ville de Bernay avait contractualisé avec la société SNCF Réseau une convention d'occupation pour une durée de 8 ans. Cette convention est aujourd'hui échue.

La Ville de Bernay et la société ESSET, gestionnaire de la société SNCF Immobilier concernant la valorisation immobilière et la gestion locative du patrimoine foncier et immobilier de la SNCF se sont accordés afin de renouveler ladite convention, ci-annexée. La convention aura une durée de 10 ans (à compter du 1er octobre 2024) moyennant une contribution au maximum de 1 287 € HT par an.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de valider le renouvellement de la convention avec la société ESSET.

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à la majorité d'autoriser** Madame le Maire à signer la convention avec la société ESSET pour l'occupation de la parcelle AH 111 figurant en annexe ;

*Pierre JALET vote contre*

## 18. AVENANT 1 A LA CONVENTION D'INTERVENTION AVEC L'EPFN SUR L'OPERATION RUE GASTON FOLLOPPE

*Rapporteur : Monsieur Louis CHOAIN*

La Commune de BERNAY a mobilisé l'EPF Normandie pour concourir à la réalisation de son projet de maintien du commerce rue Gaston Folloppe, dans l'objectif de lutter contre la vacance commerciale et de maintenir un linéaire commercial en proposant un loyer modéré et adapté à une nouvelle installation maîtrisée de type « petit commerce » tout en respectant l'intérêt patrimonial du bien concerné (maison à colombages typiques des constructions bernayennes du Moyen-Age au XIXe siècle).

Une convention d'intervention a été signée entre la collectivité et l'EPF de Normandie le 14 janvier 2025 concernant cette opération dénommée « OPE2024186 - 27 - BERNAY RUE GASTON FOLLOPPE ». La Collectivité et l'EPF Normandie ont ainsi fixé les conditions dans lesquelles l'EPF Normandie procéderait à l'acquisition, pour le compte de la Collectivité, de l'immeuble cadastré section AR n° 117, pour une contenance de 75 m², dans le cadre d'une enveloppe projet dont le montant est fixé à 100 000 € HT.

Ladite Convention d'Intervention vise donc à définir un cadre unique d'intervention de l'EPF Normandie pour le compte de la Collectivité, qui pourra faire ultérieurement l'objet d'adaptation par voie d'avenant pour compléter l'accompagnement de l'EPF Normandie si nécessaire.

Il est ici précisé que l'immeuble objet du projet de réhabilitation de la Commune, cadastré section AR n° 117, est partiellement édifié sur la parcelle voisine cadastrée section AR n° 116. La partie non bâtie de la parcelle cadastrée section AR n° 117 est quant à elle intégrée à la propriété voisine qui en détient l'usage.

La maîtrise foncière de l'intégralité du bâti nécessite par conséquent la signature d'un acte d'échange avec le propriétaire voisin afin de rétablir les limites cadastrales de chaque propriété conformément à leur usage, en cédant l'emprise non bâtie de la parcelle cadastrée section AR n° 117 pour environ 7 m² au propriétaire voisin en échange de l'emprise bâtie de la parcelle cadastrée section AR n° 116 pour environ 4 m². Il est ici précisé que la division cadastrale est en cours d'établissement par un géomètre.

Cet échange sera réalisé sans soulte. Les frais d'acte, estimés à 1 000 € HT, seront partagés pour moitié entre les parties. Etant précisé que ces frais sont bien compris dans l'enveloppe de l'opération fixée à 100 000 € HT.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de valider l'avenant n°1 à la convention d'intervention entre l'EPFN et la Ville de Bernay sur l'opération « Rue Gaston Folloppe »

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité**

*François VANFLETEREN s'abstient*

**DE VALIDER** l'avenant n°1 à la convention d'intervention entre l'EPFN et la Ville de Bernay sur l'opération « Rue Gaston Folloppe » dans les conditions précisées ci-dessus

**DE PRECISER** que la collectivité confirme s'engager à racheter les parcelles concerner par ladite convention dans un délai de 5 ans suivant l'acquisition,

**D'AUTORISER** Madame le Maire à signer ledit avenant, ainsi que de réaliser toutes les formalités permettant l'exécution de la présente

## 19. COMPTE-RENDU DES DECISIONS PRISES DU 1ER DECEMBRE 2024 AU 15 FEVRIER 2025

*Rapporteur : Madame Marie-Lyne VAGNER*

L'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales (CGCT) énumère de manière limitative les attributions que le maire peut exercer par délégation du conseil municipal.

En vertu de l'article L. 2122-23 du CGCT, le maire doit rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal des décisions qu'il a prises dans les matières qui lui ont été déléguées.

Le compte rendu des décisions prises par le maire par délégation du conseil municipal ne donne pas lieu à une délibération de ce dernier.

Sont donc présentées les décisions prises dans le cadre des délégations.

**DECISION N° 256-2024 portant validation du devis de la Brosserie Leclerc Noel pour l'achat de balais et de brosses pour les balayeuses**

- De valider le devis de la société Brosserie Leclerc Noel pour l'achat de balais et de brosses pour les balayeuses.

**DECISION N°257-2024 : portant acceptation de reprise du véhicule Fiat PUNTO AN-88-AP par le garage FORD pour 1000 €**

- D'accepter la reprise du véhicule Fiat PUNTO AN-88-AP par le garage FORD Bernay pour 1000 €

**DECISION N°258-2024 : portant acceptation de reprise du véhicule Renault Mascot 7520 XS 27 par le garage Robillard pour 8000 €**

- D'accepter la reprise du véhicule Renault Mascot 7520 XS 27 par le garage Robillard Bernay pour 8000 €
-

**DECISION N°259-2024 : portant validation du devis de la société CPO pour l'achat de GNR**

- De valider le devis de la société CPO pour l'achat de GNR d'un montant de 2 497,50 € HT

**DECISION N°260-2024 : portant validation de l'offre de la société BTH pour le lot 3 du marché d'aménagement du bâtiment Ferry**

- De valider l'offre de la société BTH pour le lot 3 du marché d'aménagement du bâtiment Ferry d'un montant de 66 065,90 € HT

**DECISION N°262-2024 : portant validation de l'offre de la société Auvisys pour le renouvellement du parc d'éclairage scénique du Théâtre le Piaf**

- De valider l'offre de la société Auvisys pour le renouvellement du parc d'éclairage scénique du Théâtre le Piaf pour un montant de 76 371,90 € HT.

**DECISION N°263-2024 : portant validation de la convention de mandat pour la réalisation de travaux sur le bâtiment CPAM**

- De valider la convention de mandat pour la réalisation de travaux sur le bâtiment CPAM

**DECISION N°264-2024 : portant délégation du droit de préemption à l'EPFN pour la parcelle AR 117**

- De déléguer l'exercice du droit de préemption urbain à l'EPF Normandie, en application des dispositions de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme, sur la parcelle cadastrée section AR n°117 pour 75 m²

**DECISION N°265-2024 : portant validation de l'avenant 3bis au marché de Moe de réhabilitation du site Jules Ferry**

- De valider l'avenant 3 bis du marché de Moe de réhabilitation du site Jules Ferry

**DECISION N°266-2024 : portant validation du devis de la société ENEDIS pour les travaux électriques rue du Gal Leclerc**

- De valider le devis de la société ENEDIS pour les travaux électriques rue du Général Leclerc d'un montant de 5 055,23 € HT

**DECISION N°267-2024 : portant cession de quatorze ordinateurs portable HP PROBOOK**

- De valider la vente des anciens ordinateurs portables comme suit :

| Modèle | N° série | Montant | Prénom | Nom |
|---|---|---|---|---|
| HP PROBOOK 650 G5 | 5CG0310BXP | 140,00 € | Laurence | PAYAN |
| HP PROBOOK 650 G5 | 5CG0104LPP | 140,00 € | Sophie | TOUSSAINT |
| HP PROBOOK 650 G5 | 5CG0310BXT | 140,00 € | Fabien | THOUROUDE |
| HP PROBOOK 650 G5 | 5CG0104LPM | 140,00 € | Romain | LENEUTRE |
| HP PROBOOK 650 G5 | 5CG0310BXV | 140,00 € | Adélaïde | SIMON |
| HP PROBOOK 650 G5 | 5CG0310BXW | 140,00 € | Anastasia | DUHAIL |
| HP PROBOOK 650 G5 | 5CG0310BXR | 140,00 € | Magali | DUBOIS |
| HP PROBOOK 650 G4 | 5CG8320KCJ | 100,00 € | Mélanie | DIBAHI |
| HP PROBOOK 650 G4 | 5CG9075HJF | 100,00 € | Luc | THEVENOUX |
| HP PROBOOK 650 G4 | 5CG9118NFV | 100,00 € | Séverine | PERRIN |
| HP PROBOOK 650 G4 | 5CG9075HR7 | 100,00 € | Vanessa | TIRIAU |
| HP PROBOOK 650 G4 | 5CG8334PQF | 100,00 € | Sandra | LEVEL |
| HP PROBOOK 650 G4 | 5CG9022GBL | 100,00 € | Carole | ACCARD |
| HP PROBOOK 650 G4 | 5CG9118NG1 | 100,00 € | Gabrielle | PETIT |

- D'indiquer que la cession sera effective à la suite du paiement des ordinateurs portables par les acheteurs.

## DECISION N°268-2024 portant transfert de crédit de chapitre à chapitre

De valider le transfert de crédits ce chapitre à chapitre au sein de la même section dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de la section.

**Dépenses de Fonctionnement**

| Chapitre | Article | Nature | Montant |
|---|---|---|---|
| 011 | 60613 | Chauffage urbain | -6 147,00 |
| | 60623 | Alimentation | -2 700,00 |
| | 6068 | Autres matières et fournitures | -641,00 |
| | 6156 | Maintenance | -8 201,00 |
| | 6161 | Multirisques | -348,00 |
| | 6188 | Autres frais divers | -6 247,00 |
| | 6236 | Catalogues et imprimés | -500,00 |
| 65 | 65818 | Autres | -1 300,00 |
| | | **TOTAL** | **-26 084,00** |
| 011 | 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 1 300,00 |
| 014 | 7391112 | Dégrèv. Taxe habit. / logements vacants | 6 147,00 |
| 65 | 65748 | Subv.fonct.autres personnes droit privé | 2 700,00 |
| | 65818 | Autres | 14 948,00 |
| | 65888 | Autres | 989,00 |
| | | **TOTAL** | **26 084,00** |

**Dépenses d'investissement**

| Chapitre | Article | Nature | Montant |
|---|---|---|---|
| 204 | 2041411 | Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel | -20 477,00 |
| | 20422 | Privé : Bâtiments, installations | -6 170,00 |
| 21 | 2115 | Terrains bâtis | -1 680,00 |
| | 21831 | Matériel informatique scolaire | -3 000,00 |
| | 2188 | Autres immobilisations corporelles | -36 310,00 |
| | | TOTAL | **-67 637,00** |
| 20 | 2031 | Frais d'études | 6 170,00 |
| | 2051 | Concessions, droits similaires | 40 990,00 |
| 21 | 2151 | Réseaux de voirie | 20 477,00 |
| | | TOTAL | **67 637,00** |

## DECISION N°01-2025 : portant validation du devis de la société KDANDE Animation pour une prestation supplémentaire dans le cadre de Bernay Scintille

- De valider le devis de la société KDANDE Animation pour une prestation supplémentaire dans le cadre de Bernay Scintille pour un montant de 2 943,45 € HT.

**DECISION N°03-2025 : portant validation de l'offre de la société Viafrance pour la réalisation de travaux de VRD – lot 11 – dans le cadre de la réhabilitation du site Denis Bailly**

- De valider l'offre de la société Viafrance pour la réalisation de travaux de VRD – lot 11 – dans le cadre de la réhabilitation du site Denis Bailly pour un montant de 132 981,50 € HT.

**DECISION N°05-2025 : portant validation du devis de la société Être & boulot pour le nettoyage des rejets de tilleuls sur les talus des monts**

- De valider le devis de la société Être & boulot pour le nettoyage des rejets de tilleuls sur les talus des monts pour un montant de 3 860 € TTC.

**DECISION N°06-2025 : portant validation d'avenants au marché de réhabilitation d'un pole de service**

De valider l'avenant n°1 au lot n°2 avec la société GARNIER pour un montant de 7350 € HT ;

De valider l'avenant n°1 au lot n°3 avec la société MORIN pour un montant de 2 985,46 € HT ;

De valider l'avenant n°1 au lot n°9 avec la société DUCHESNE pour un montant de 6 676,80 € HT

**DECISION N°07-2025 : portant validation de conventions de remboursement**

- De valider la convention de remboursement entre la Ville et Monsieur TESSEL d'un montant de 454,01 €,
- De valider la convention de remboursement entre la Ville et Monsieur et Madame LENTIEZ d'un montant de 236 €.

**DECISION N°08-2025 : portant validation du devis de la société SENETIC pour l'acquisition de licences Microsoft**

- De valider le devis de la société SENETIC pour l'acquisition de licences Microsoft d'un montant de 52 673,05 € HT

**DECISION N°09-2025 : portant validation du devis de la Brice Robert, jardinier paysagiste dans le cadre du projet du square Gouas**

- De valider le devis de la Brice Robert, jardinier paysagiste dans le cadre du projet du square Gouas d'un montant de 8 763 € HT

**DECISION N°12-2025 : portant acquisition aux enchères d'une Licence IV**

- De valider l'acquisition par adjudication de la Licence IV affiliée à la SAS Chez PEPEROSA pour un montant de 17 713,40 €.

**DECISION N°13-2025 : portant validation du devis de la société Haas le Végétal pour l'acquisition de végétaux pour le fleurissement de la Ville**

- De valider le devis de la société Haas le Végétal pour l'acquisition de végétaux pour le fleurissement de la Ville d'un montant de 3 023,64 € HT

**DECISION N°15-2025 : portant signature d'une convention de mise à disposition de structures municipales au profit de l'IBTN**

- De valider la convention de mise à disposition de structures municipales au profit de l'IBTN

**DECISION N°16-2025 : portant validation du devis de la société SARL ETS DANTAN pour la reprise de matériels municipaux**

- De valider le devis de la société SARL ETS DANTAN pour la reprise de matériels municipaux d'un montant de 2 583,33 € HT.

**DECISION N°18-2025 bis : portant validation du devis de la société Gagneraud pour les travaux de pose de bornes escamotables rue de Lisieux**

- De valider le devis de la société Gagneraud pour les travaux de pose de bornes escamotables rue de Lisieux d'un montant de 24 166,67 € HT

**DECISION N°19-202 : portant validation du devis de l'entreprise Girard pour la réalisation d'un trottoir en béton dans le cadre du projet d'aménagement de la friche du Pont Ravet**

- De valider le devis de l'entreprise Girard pour la réalisation d'un trottoir en béton dans le cadre du projet d'aménagement de la friche du Pont Ravet d'un montant de 6 510 € HT.

**DECISION N°21-2025 : portant validation du devis de la société GAMM dans le cadre du changement de sols**

- De valider le devis de la société GAMM dans le cadre du changement de sols d'un montant de 8 552 € HT

**DECISION N°22-2025 : portant validation du devis de la société Girard pour des travaux de drainage à l'école maternelle du Bourg le Comte**

- De valider le devis de la société Girard pour des travaux de drainage à l'école maternelle du Bourg le Comte d'un montant de 7 400 € HT

**DECISION N°23-2025 : portant validation du devis de la société CPO pour l'achat de GNR**

- De valider le devis de la société CPO pour l'achat de GNR d'un montant de 2 822,50 € HT

**DECISION N°24-2024 : portant validation du devis de la société FICHOT pour l'achat de produits d'entretien**

- De valider le devis de la société FICHOT pour l'achat de produits d'entretien d'un montant de 11 576,46 € HT

L'ordre du jour étant épuisé, Madame le Maire lève la séance.